

Salle d'audience et Salle de classe

L'éducation et le dialogue pour une société civile

H I V E R 2 0 0 9



Ce que les élèves apprennent sur le droit



L'école est l'endroit logique pour préparer la participation civique et économique des jeunes aux structures, à la substance et aux défis de l'appareil judiciaire afin de cultiver une société éclairée et dynamique.

Les programmes d'éducation juridique du ROEJ initient les jeunes et les enseignants au droit et leur font rencontrer des professionnels juridiques. Pour donner à ces expériences tout leur sens, il est utile de connaître les sujets juridiques qui font partie du curriculum officiel et l'année d'études durant laquelle on initie les élèves au droit.

Comment se mesure l'Ontario?

Les écoles de l'Ontario offrent des cours facultatifs sur le droit depuis de nombreuses années, et le cours obligatoire d'éducation à la citoyenneté de 10^e année depuis 2002. Le modèle d'éducation à la citoyenneté de l'Ontario est très différent des modèles d'enseignement des sujets juridiques ailleurs au Canada. En Alberta, la participation du citoyen et l'appareil judiciaire sont intégrés au curriculum de 3^e, 6^e et 9^e années. Les élèves de la C.-B. peuvent suivre un cours sur la justice sociale en plus du droit en 12^e année. La citoyenneté est également enseignée dans le programme d'études sociales obligatoire. Dans d'autres provinces,

comme au Québec, il n'y a pas de classe de droit bien que des pressions soient exercées à l'heure actuelle pour ajouter un cours sur les droits et la justice. Chaque province a certaines attentes liées au curriculum qui portent sur l'éducation à la citoyenneté et la justice à divers degrés.

Le ROEJ travaille en collaboration avec d'autres organismes à but non lucratif en C.-B., en Alberta, en Saskatchewan, au Québec et

en Nouvelle-Écosse pour mettre des ressources à la disposition des éducateurs et des bénévoles du secteur de la justice qui cherchent à nouer des liens avec les élèves.

Le droit et la citoyenneté dans les écoles de l'Ontario

L'éducation juridique semble être bien encadrée dans les classes de droit de 11^e et 12^e années, mais seul un petit pourcentage d'élèves suit ces cours qui sont facultatifs. Le droit de 12^e année, visant les élèves qui se dirigent vers l'université, n'est généralement pas suivi par les élèves qui désirent aller au collège ou qui se préparent à une carrière d'entrepreneur ou d'ouvrier qualifié. Les cours de sciences familiales, d'étude mondiale, d'affaires et commerce, de politique, d'économie, de religions du monde, de cheminement de carrières, d'études autochtones, de changements sociaux et de sociologie comportent aussi des notions de droit. Le ROEJ a identifié les sujets juridiques dans chacun de ces domaines du curriculum. Les bénévoles du ROEJ peuvent examiner les sujets liés au droit dans le curriculum et relier leurs propos aux questions pertinentes avant de s'adresser à une classe.

(suite à la page 2)

À l'intérieur de ce numéro

Mot de bienvenue du juge en chef de l'Ontario	3
Quoi de neuf au ROEJ	3
Fonds de procès simulés du ROEJ/FDO	4
Une école élémentaire dans une salle d'audience	5
Symposium sur l'éducation juridique	5
Citoyens dynamiques	6
Portrait de bénévole : Madame la juge de paix Lori-Ann Toulouse	7
Nouveaux membres du personnel au ROEJ	7
Institut estival du droit de 2008 à Toronto	8
Principes des sciences judiciaires – Mythe et réalité	8
Journée des personnes – promouvoir l'égalité par le droit	9
Portrait des partenaires du Réseau	10
Babillard de Salle d'audience et salle de classe	11
Événements récents et activités à venir	11
Liens intéressants	11

En Ontario, le ministère de l'Éducation établit les attentes du curriculum. Les conseils scolaires, les écoles ou les enseignants décident quelles ressources, manuels, activités et devoirs aideront le mieux les élèves. Cela assure le même enseignement du savoir et des habiletés à tous les élèves, mais permet une certaine souplesse et un jugement professionnel concernant leurs besoins ou leurs habiletés. Cela crée une variété de ressources de classe et permet d'y adapter les ressources et programmes du ROEJ. Les classes de droit peuvent être données par des enseignants qui se spécialisent en études canadiennes et mondiales ou en affaires et commerce. Les enseignants qui ont de l'expérience dans ces deux domaines se servent de leur formation en histoire, en politique, en économie et en affaires. Cependant, il n'est pas exigé qu'un enseignant de droit au secondaire ait étudié le droit ni suivi un cours de droit en particulier. Par contre, inviter une personne du secteur de la justice à parler aux élèves donne accès à de nouvelles connaissances.

Citoyenneté de 10^e année

Tous les élèves doivent suivre un cours de citoyenneté en 10^e année pour connaître la place de l'appareil judiciaire dans notre démocratie. Par conséquent, ce cours représente la meilleure des occasions pour parler à tous les élèves de leur rôle dans le système de justice, les initier à la *Charte des droits et libertés* et développer une compréhension de base des mécanismes et des mesures de protection de l'appareil judiciaire. La classe de citoyenneté va au-delà de l'introduction des processus politiques et permet aux élèves de voir la relation entre le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire.

Droit de 11^e et 12^e année

Le droit de 11^e année est offert aux élèves qui se préparent à joindre le marché du travail, à aller au collège ou à l'université. Le droit de 11^e année comprend une introduction au droit pénal, à la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, aux poursuites au pénal, à la *Charte*, au droit public et privé, au droit de la famille, au droit des contrats et des délits, aux problèmes juridiques en

milieu de travail et à l'évolution des normes juridiques.

En 12^e année, les élèves qui se dirigent vers l'université étudient le droit international, les questions liées à la *Charte*, différentes philosophies du droit, les droits de la personne, le droit constitutionnel et les mécanismes alternatifs de résolution de conflits.

Voici des cours du curriculum de l'Ontario qui comportent des notions de droit :

10^e année

- Citoyenneté
- Cheminement de carrière
- Peuples autochtones du Canada
- Vie personnelle et familiale
- Initiation aux affaires
- Histoire du Canada depuis la Première Guerre mondiale
- Vie active et santé

11^e année

- Introduction à la comptabilité financière
- Comprendre le droit canadien
- Histoire des États-Unis
- Histoire mondiale jusqu'au XVI^e siècle
- Histoire et politique canadiennes depuis 1945
- Histoire mondiale depuis 1900
- Voyages et tourisme
- Les questions autochtones d'actualité
- L'individu et l'économie
- L'individu et les choix économiques
- Politique et citoyenneté canadienne
- Planification de carrière
- Vie active et santé
- Introduction à la psychologie, à la sociologie et à l'anthropologie
- Interactions avec les enfants
- Rôle parental

12^e année

- Introduction au commerce international
- Le droit canadien et international
- Histoire canadienne : identité et culture
- Histoire de l'Occident et du monde
- Politique canadienne et mondiale
- Le Canada et le monde
- Analyse des grands enjeux économiques contemporains
- Les gouvernements autochtones
- Les questions autochtones d'actualité dans un contexte mondial
- Philosophie : approches et problématiques
- Comportements humains et organisation
- Aventures en histoire mondiale
- Vie active et santé
- Développement humain
- Le rôle parental et le développement humain

L'éducation à la citoyenneté de 10^e année comporte trois volets : *des citoyens et citoyennes avisés, des citoyens et citoyennes déterminés et des citoyens et citoyennes dynamiques*. Voici un sommaire de certaines des attentes qui sont directement liées aux programmes et ressources du ROEJ visant l'appareil judiciaire.

Citoyens avisés

Les élèves font l'apprentissage des causes de conflit, des modes de prise de décision dans les régimes démocratiques ou autoritaires et des types de résolution de conflits. On analyse la *Charte canadienne des droits et libertés* en relation avec les écoles, les collectivités et le pays. Les principes d'ouverture et de responsabilité sont appliqués au rôle qu'a l'appareil judiciaire de protéger les droits des personnes et de la société. Les élèves étudient des causes qui ont maintenu ou restreint les droits et les responsabilités d'un citoyen, et comparent comment les lois, les règlements, les politiques publiques et les décisions sont adoptés et mis en vigueur aux paliers municipal, provincial et fédéral. Les élèves étudient aussi les conflits internationaux et couvrent les droits et les responsabilités du citoyen du monde.

Citoyens déterminés

Les élèves apprennent à décrire les croyances et valeurs fondamentales associées à la citoyenneté démocratique y compris la primauté du droit, la dignité humaine, la liberté d'expression, la liberté de religion, le respect des droits des autres et le sens communautaire. Ils et elles apprennent à articuler leurs propres croyances autour de leur sens civique. Les élèves donnent des exemples de violations des droits de la personne et évaluent l'efficacité des réactions à ces violations, dont l'évolution de la participation du Canada aux tribunaux internationaux.

Citoyens dynamiques

En entreprenant des recherches pour leurs propres projets, les élèves comparent diverses façons de résoudre des différends, analysent des causes et des enjeux contemporains majeurs et comparent l'impact de divers types de participation non violente des citoyens (p. ex., défense des droits, service communautaire, vote, jury) sur la résolution de questions publiques au Canada. Le cours leur fait comprendre leurs responsabilités de citoyens dans leur localité, leur pays et le monde.

Mot de bienvenue du juge en chef de l'Ontario, l'honorable Warren K. Winkler

Au cours de la dernière année, le Réseau ontarien d'éducation juridique a continué de veiller à renforcer la programmation d'éducation juridique en Ontario. Le soutien continu et le dévouement des membres de la magistrature, du barreau, de l'administration judiciaire, des établissements d'enseignement et des membres de la communauté ont aidé le ROEJ à réaliser une grande partie de son mandat.

L'automne dernier, j'ai eu le plaisir, avec les juges en chef Heather Smith et Annemarie Bonkalo, de présenter le Prix des juges en chef du ROEJ à M. Rick Gosling. Le Prix des juges en chef reconnaît la contribution exceptionnelle de personnes qui s'efforcent de faire connaître l'appareil judiciaire en Ontario. Rick, un activiste communautaire, a développé et livré des programmes pour créer des ponts entre les jeunes et les professionnels du secteur de la



justice. En particulier, il a été le moteur derrière les activités de « Law in the Mall » (le droit au centre commercial), le programme de bourse de la seconde chance et la création de nouvelles bibliothèques dans des centres pour jeunes. Pour la première fois, la présentation du prix a eu lieu à Osgoode Hall

dans le cadre de la journée d'activités qui soulignaient la rentrée des tribunaux de l'Ontario.

Nous nous préparons déjà à de nombreuses activités pour la *semaine du droit* du 14 au 17 avril 2009. Pour commémorer la promulgation de la *Charte des droits et libertés*, la Semaine du droit offre aux jeunes des occasions de s'informer sur le rôle crucial que jouent la *Charte* et l'appareil judiciaire dans la protection de nos droits légaux et de nos libertés.

En attendant la Semaine du droit, des concours de procès simulés auront lieu dans tout l'Ontario. Les concours connaissent un succès qui ne se dément pas non seulement auprès des élèves qui participent aux activités, mais aussi des nombreux avocats et avocates qui préparent les équipes d'élèves, et des juges qui président les procès simulés. Bonne chance à tous ceux et celles qui participent au concours de cette année. Pour finir, je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue à ce numéro de *Salle d'audience et salle de classe*. Au nom des gens et des communautés qui bénéficient de votre appui et de votre travail acharné, je vous remercie de votre engagement continu envers le ROEJ.

L'honorable Warren K. Winkler
Juge en chef de l'Ontario



L'honorable Warren K. Winkler
Juge en chef de l'Ontario

Quoi de neuf au ROEJ



Sarah McCoubrey, directrice
générale du ROEJ

Le ROEJ est heureux de présenter en partenariat avec la Fondation du droit de l'Ontario, le Fonds des procès simulés du ROEJ/FDO. Cette nouvelle source de financement des concours ou tournois de procès simulés régionaux est conçue pour appuyer des

activités dans la province et pour faciliter le partage de bonnes idées entre les comités régionaux et les organisateurs. Le ROEJ trouve des façons de réduire les coûts, de partager des ressources et d'assurer aux élèves un accès équitable à cette formidable occasion de s'informer sur l'appareil judiciaire. Vous trouverez des détails sur le Fonds et sur les récipiendaires de sa première année d'existence à la page 4.

Deux nouveaux projets ont porté sur des groupes de jeunes mal desservis et ont permis de former de nouveaux partenariats. En juin, le ROEJ a participé à une visite de salle d'audience pour les élèves de maternelle (p. 5). À partir de cette expérience, le ROEJ a créé une nouvelle ressource pour les élèves du palier élémentaire qui lie des sujets de nature juridique au programme-cadre en proposant des sujets de discussion sur l'équité. Surveillez le site du ROEJ ou les futurs numéros de *Salle d'audience et salle de classe* pour en savoir plus sur le programme de procès simulés au palier élémentaire mis à l'essai en janvier.

Un nouveau partenariat avec le Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes (FAEJ) a permis d'offrir un programme très réussi d'une journée à plus de 100 jeunes filles désirant poursuivre une carrière en droit pour promouvoir l'égalité. La journée des personnes est déjà à l'état de planification pour l'an prochain, y compris des activités pédagogiques similaires dans un certain nombre de communautés ontariennes.

L'automne passé, l'équipe du ROEJ a accueilli trois nouvelles employées. Enisoné Kadiri coordonne les programmes du ROEJ dans les 13 quartiers prioritaires de Toronto, grâce à une subvention du Fonds action jeunesse. Jessica Reekie a repris les tâches de Julie King et facilite l'éducation juridique des jeunes nouveaux arrivants. Nous offrons à Julie tous nos vœux de succès à Éducaloi, l'organisme d'éducation juridique à Montréal. Stephanie Nilausen travaille à faire adopter les nombreuses idées de projets du ROEJ à l'échelle provinciale, comme certains des plus récents projets visant les écoles élémentaires.

Que ce soit pour une visite de palais de justice, un programme en cours ou l'adoption d'un nouveau projet dans votre région, nous sommes reconnaissants de l'appui, des idées et des ressources des milliers de bénévoles qui offrent les programmes d'éducation juridique du ROEJ en Ontario.

Avec toute ma considération,
Sarah McCoubrey

Financement et procès simulés en Ontario

Annonce du Fonds des procès simulés du ROEJ/FDO



Les procès simulés permettent aux élèves de mieux connaître l'appareil judiciaire dans un encadrement positif et de développer leurs habiletés en plaidoirie. Pour être à même d'adopter la perspective d'un témoin ou de défendre un côté ou l'autre d'une affaire, les élèves doivent développer leurs habiletés de pensée critique et comprendre le concept du débat contradictoire. Le fait de rencontrer des juges, des juristes et du personnel judiciaire encourage les activités de mentorat et offre aux élèves des modèles de carrière. Les bénévoles du secteur de la justice qui préparent les élèves en classe ou qui coordonnent l'accès au palais

de justice, déclarent invariablement que le bénévolat qu'ils font pour les procès simulés est une façon enrichissante de rencontrer les jeunes dans leur communauté. D'un point de vue pédagogique ou d'une perspective d'implication communautaire, les procès simulés constituent des expériences positives pour tout le monde.

Le ROEJ et la Fondation du droit de l'Ontario ont créé ensemble le Fonds des procès simulés du ROEJ/FDO pour offrir un appui financier et d'autres ressources aux activités de procès simulés en Ontario dont le nombre ne cesse de croître. Le Fonds vise à distribuer équitablement les fonds par un processus de demande simple.

Nous acceptons les demandes de financement des activités de procès simulés existantes et les demandes pour en mettre de nouvelles sur pied. En plus du soutien financier, le ROEJ fournit de l'aide pour créer des scénarios, et donne des renseignements et des conseils pour savoir comment solliciter des commanditaires et de l'appui en nature des entreprises locales, comment obtenir de la couverture médiatique ou prendre contact avec des représentants du secteur de la justice et les faire participer; ou comment réserver des salles au palais de justice pour tenir des activités.

Pour être admissibles, les activités de procès simulés doivent répondre aux critères suivants :

1. S'adresser aux élèves des écoles secondaires de l'Ontario
2. Compter au moins quatre écoles, ou des jeunes qui font partie d'organismes communautaires
3. Comprendre la participation de bénévoles du secteur de la justice
4. Être compétitives ou non compétitives
5. Être participatives ou démonstratives
6. Avoir lieu à tout moment de l'année
7. Encourager l'accès inclusif à l'éducation juridique

Les demandes doivent être reçues avant **le 30 novembre** de chaque année. N'importe qui peut faire une demande du moment qu'il ou elle soit engagé dans l'organisation de l'activité de procès simulé, au nom de l'activité.

Pour plus de renseignements sur le Fonds des procès simulés du ROEJ/FDO, visitez www.ojen.ca ou écrivez à info@ojen.ca.

Récipiendaires de subventions en 2009 du Fonds des procès simulés du ROEJ/FDO

Concours de procès simulés de Sudbury

Procès simulés annuels de la Canadian Italian Advocates Organization à Toronto

Coupe des juges de 2009, procès simulés des écoles secondaires de la région de York

Programme de procès simulés de Simcoe-Muskoka

Tournoi de procès simulés du conseil scolaire du district de Niagara

Coupe Kelly de procès simulés à Oshawa

Concours de plaidoirie de la Cour de justice de l'Ontario à Sarnia

Activité de procès simulés de l'association des écoles secondaires de Waterloo

Tournoi de procès simulés de Peel

Tournoi régional de procès simulés de Halton

Expérience de procès simulé à Ottawa

Activité d'éducation juridique et de procès simulés à Hamilton



The Law Foundation of Ontario
Building a better foundation for justice in Ontario



Lambton Kingsway – une expérience de tribunal élémentaire

En juin 2008, les classes de maternelle et de jardin de Mme Missios de l'école élémentaire Lambton Kingsway ont visité la Cour supérieure de justice à Toronto pour avoir une chance unique de rencontrer les membres de l'appareil judiciaire et pour faire la visite d'un palais de justice.

Durant la visite, les élèves ont rencontré l'ancien juge de la Cour suprême du Canada, le juge Iacobucci, ainsi que les juges Carolyn Horkins et Fran Kiteley de la Cour supérieure de justice de l'Ontario et Edward Iacobucci, un professeur de droit de l'Université de Toronto. Les élèves ont assisté à un court procès simulé durant lequel ils ont agi comme jurés. Les enfants ont suivi la démonstration faite à l'aide d'explications et d'exemples simples sur la terminologie liée à la justice, après quoi, ils ont reçu la joyeuse visite des personnages de Dora l'exploratrice. Un bénévole déguisé en Chipeur le renard a joué une scène dans laquelle une veste de sauvetage avait été volée. L'avait-il volée? À la fin du procès simulé, les élèves devaient dire s'ils croyaient que Chipeur était coupable d'avoir volé la veste. Durant la visite, le juge Iacobucci a dû expliquer des concepts juridiques lorsqu'un élève a demandé « Que veut dire *coupable*? ». Le juge a expliqué la différence entre le bien et le mal et a donné l'exemple des règles familiales.

Après le procès simulé, les élèves ont eu la chance de s'asseoir sur la chaise du juge et sur celles des avocats,



Les élèves de l'école publique Joyce participent à un autre programme pour les écoles élémentaires du ROEJ

et de visiter le cabinet de la juge Horkins. Plus tard, Mme Missios a fait un suivi dans sa classe en demandant aux élèves d'illustrer leur visite et d'expliquer ce qu'ils et elles avaient retenu de leur excursion.

Le ROEJ offre de nombreuses ressources et idées de visites de salles d'audience pour les classes élémentaires et pour les jeunes élèves. Visitez le site du ROEJ au www.OJEN.ca pour de plus amples renseignements.

Symposium sur l'éducation juridique

14 et 15 mai 2009, Université de Toronto, faculté de droit

Ce symposium annuel, offert par le ROEJ et le programme LAWS les 14 et 15 mai 2009, portera sur des stratégies et des idées qui encouragent les écoles à faire connaître le système de justice aux élèves. Les représentants des écoles secondaires, des collèges, des universités, des organismes communautaires et du secteur de la justice mettent leur expertise à profit pour faire mieux comprendre l'appareil judiciaire en partenariat avec les écoles locales. Parmi les sujets, on compte :

- Parler aux élèves de sujets de droit civil
- Stratégies d'apprentissage concret
- Constitutionnalisme et éducation juridique
- Programmes pour les jeunes impliqués dans le système de justice pénal
- Faire participer les élèves du postsecondaire, les professeurs et les anciens étudiants
- Travailler avec les cliniques juridiques et *Pro Bono Students Canada*

Réservez les 14 et 15 mai et attendez les détails et les renseignements sur l'inscription qui suivront ou visitez le site web du ROEJ à www.ojen.ca pour en savoir plus. Pour réserver votre place et pour faire une demande de subvention de déplacement, envoyez un courriel à symposium@ojen.ca.



Citoyens dynamiques – Les élèves et les questions de justice sociale

Alors que de nombreux Canadiens peuvent jouir de leur liberté d'expression, du régime universel de santé et de l'accès à l'éducation publique gratuite, d'innombrables autres demeurent marginalisés, ont besoin d'aide, d'intervention et de compassion. Lors des ateliers sur le citoyen dynamique, les élèves de citoyenneté de 10^e année ont pu réfléchir aux moyens d'aborder les enjeux de justice sociale. Le ROEJ a posé aux élèves les questions suivantes : que peuvent faire les jeunes Canadiens et Canadiennes pour devenir des citoyens actifs dans leur communauté; quels enjeux comptent pour les jeunes d'aujourd'hui; comment ces jeunes ressentent le climat social actuel?

Les élèves ont eu l'occasion de rencontrer des personnes qui ont fait leur marque grâce au droit dans leur communauté, de se renseigner sur les projets de justice sociale qui ont réussi et de créer un plan d'action pour travailler sur une question importante pour leur école ou leur communauté. Le ROEJ a, depuis, travaillé avec des écoles et des groupes de jeunes pour monter des activités semblables, aider à démarrer de nouveaux projets, établir des contacts communautaires dans le secteur de la justice et mettre les idées à exécution.

Le programme a commencé par une discussion d'élèves autour de 15 cas qui ont changé la société canadienne. Dans des séances facilitées par des avocats, les élèves ont discuté des façons dont l'appareil judiciaire est utilisé par les défenseurs de la justice sociale.

Samira Ahmed, présidente de la Commission jeunesse d'Ottawa et facilitatrice d'atelier à l'activité d'Ottawa, a parlé de l'importance de s'engager activement dans nos communautés : « *L'atelier constitue une merveilleuse introduction aux programmes offerts dans la ville et un exercice intéressant pour résoudre des problèmes avec un esprit d'initiative.* »

Elle a expliqué que : « *Ce [type de programme] aide les jeunes à se détacher du stéréotype du « plaignard », dont ils sont [souvent] affublés.* Les éducateurs ont pu également profiter de l'atelier, puisque de nombreux jeunes ont offert leurs visions des problèmes auxquels ils font face et qui les troublent le plus à l'école. Les facilitateurs ont travaillé avec les élèves et les enseignants pour les engager et les inspirer.

Lorsqu'on a demandé à Mme Ahmed ce qu'elle avait pensé de la participation des élèves et de leur engagement envers ce genre de programme, elle a avoué, « *Je trouve que certains participants apprennent de petites choses qui les toucheront au fil des ans et que d'autres apprennent*

beaucoup et s'engagent ensuite pour la vie envers le bénévolat et le développement communautaire. »

Durant des exercices en petits groupes, les élèves devaient élaborer un plan d'action pour aborder la question : « Comment les jeunes deviennent des citoyens dynamiques dans leurs écoles, leur communauté et leur pays? » Lorsqu'ils avaient l'occasion de travailler ensemble, les élèves ont eu de bonnes idées pour traiter de certains enjeux pressants.

À quels problèmes pensent les jeunes d'aujourd'hui?

Combattre la discrimination raciale :

Certaines façons auxquelles les élèves ont pensé pour faire des changements par la conscientisation comprenaient des séances d'art oratoire, des satires de la discrimination raciale, des annonces à la télé, des affiches, des dépliants, des présentations à l'école, aux centres de loisirs, dans les églises, dans des lieux publics et sur l'Internet (comme Facebook).

Travail d'enfants :

Pour sensibiliser le monde à la provenance des vêtements et au travail des enfants, les élèves ont pensé à tenir à l'école une journée « sans pantalon » pour faire connaître le travail des enfants et leurs mauvaises conditions de travail.

Réduire l'itinérance : Les élèves ont pensé à recueillir des vêtements, à tenir des campagnes de banques alimentaires, à remplir des boîtes dans chaque salle de classe et à profiter d'un BBQ ou d'un pique-nique pour conscientiser les élèves, le personnel et la communauté.

D'autres questions soulevées par les élèves comprenaient le SIDA, le mauvais parentage, l'intimidation, les codes vestimentaires, la drogue, l'environnement, la corruption du gouvernement et les transports en commun.



Portrait de bénévole : Madame la juge de paix Lori-Ann Toulouse

La juge de paix Lori-Ann Toulouse s'est récemment jointe à l'équipe de bénévoles du ROEJ, en collaborant au programme d'éducation juridique Wasse-Abin et au symposium sur les mises en liberté sous caution à l'école secondaire Wasse-Abin Wikwemikong au début de janvier 2009, à l'île Manitoulin.

Lorsqu'on lui a demandé ce qui l'a amenée à faire de l'éducation juridique, Madame la juge de paix a répondu, « lorsque j'étais jeune, j'ai vécu beaucoup de bouleversements et je ne voulais pas que mes enfants ou d'autres jeunes vivent les mêmes expériences. » Elle poursuit : « Je me suis toujours fixé le but de travailler avec les jeunes et de les aider dans leur cheminement. Mais surtout, de leur faire savoir qu'ils peuvent réussir et contribuer à faire de ce monde un endroit merveilleux. »

Madame Toulouse est devenue juge de paix à l'automne 1994, dans des cas d'urgence sur l'île Manitoulin et dans les environs. Au début de 2001, elle a appris que le tribunal des cautionnements serait en fonction dans le village de Wikwemikong, et elle a été invitée à être juge d'audience. En acceptant ce poste, elle a commencé sa formation pour le tribunal des cautionnements au palais de justice de Sudbury à l'été 2001 et y est demeurée



après avoir été nommée juge de paix exerçant les fonctions de présidente à temps plein en juin 2002.

En janvier dernier, Madame la juge de paix s'est engagée dans les programmes d'éducation juridique avec le ROEJ et dans la communauté de Manitoulin. Elle a résumé son expérience en faisant remarquer combien elle était ravie d'avoir eu connaissance du projet d'éducation juridique à Manitoulin et combien elle était honorée d'en avoir fait partie.

Nouveaux membres du personnel au ROEJ



Jessica Reekie, B.A., LL.B., chargée de projets

Jessica apporte au ROEJ son expérience de travail avec des nouveaux arrivants. Elle a travaillé et participé à des activités bénévoles dans le secteur à but non lucratif au cours des 10 dernières années. Diplômée de l'Université Harvard et de l'école de droit Dalhousie, Jessica a été stagiaire à la Cour fédérale à Ottawa avant d'exercer le droit de l'immigration et des réfugiés dans un cabinet de Toronto. Elle a travaillé avec les jeunes dans des programmes après l'école à Boston et à Beyrouth, a enseigné l'anglais langue seconde à Istanbul et a coordonné une clinique étudiante d'immigration pro bono à Halifax.



Enisoné L. Kadiri, B.A., coordonnatrice de projets J.E.T.

Diplômée de l'Université McGill, Enisoné apporte au ROEJ une formation en défense de justice sociale, en recherche et en développement en communauté. Elle a collaboré à des projets aux paliers local, national et international. Enisoné a travaillé avec des jeunes marginalisés, et son travail auprès de groupes visant l'équité et d'organisations de droits de la femme lui a donné de l'expérience en gestion, en développement et en évaluation de projets.



Stephanie Nilausen, B.A., J.D., chargée de projets adjointe

Stéphanie apporte au ROEJ une expérience de travail éducationnel et de mentorat auprès des jeunes marginalisés ainsi qu'une expérience d'élaboration, de gestion et de mise en œuvre de projets d'éducation juridique visant les jeunes. Stéphanie détient un baccalauréat en common law de l'Université de Toronto.

Le personnel du ROEJ peut vous donner des idées et de l'aide pour organiser vos activités.

Directrice générale : Sarah McCoubrey

Adjointe générale : Nadine Demoe

Chargées de projets : Sarah Pole, Andrea Sobko, Jessica Reekie, Enisoné L. Kadiri, Danielle Manton, Stephanie Nilausen

Pour joindre le personnel du ROEJ, composez le 416-947-5273 ou écrivez à info@ojen.ca.

Institut estival du droit de 2008 à Toronto



Plus de quatre-vingts enseignants et enseignantes du secondaire ont participé à l'institut estival du droit de 2008 à Toronto (IED), tenu les 26 et 27 août 2008 et organisé par le comité de planification des IED du ROEJ. Les enseignants réunis à Osgoode Hall ont entendu plusieurs conférenciers exceptionnels et ont reçu de nouvelles ressources pour leurs salles de classe.

Dans ses notes inaugurales, la juge Gloria Epstein, de la Cour d'appel de l'Ontario, a parlé de l'importance de l'éducation juridique dans la création d'un appareil juridique plus accessible. Elle a également reconnu le travail des enseignants et enseignantes en salle de classe qui permet au public de mieux comprendre le système juridique. Pour décrire l'importance de ces connexions, une enseignante a déclaré : « Je me sens inspirée maintenant et j'ai hâte d'appliquer ce que j'ai appris à ma classe! »

Le programme de cette année proposait plusieurs conférenciers et présentations, dont une séance sur la

Un enseignant a dit « Cet institut était excellent. Je suis content que toutes les personnes concernées aient mis le temps et la planification nécessaires pour que nous nous améliorions comme enseignants de droit. Merci. »

justice restaurative qui s'est attiré bien des éloges et qu'ont présentée Eva Marszewski de Peacebuilders International et David Sovran, ancien directeur adjoint du Jarvis Collegiate Institute. Les deux présentateurs ont parlé du processus de justice restaurative et de la façon dont les écoles peuvent utiliser les cercles de consolidation de la paix. En sollicitant la participation de l'auditoire, les présentateurs ont démontré comment établir et mettre en œuvre de tels cercles dans les écoles et dans les communautés, en visant l'importance d'un dialogue respectueux et réfléchi entre tous les membres du cercle. M. Sovran a fait appel aux cercles de consolidation de la paix dans son rôle de directeur adjoint, pour résoudre des conflits scolaires. Il a discuté des résultats positifs obtenus par tous ceux et celles concernés, élèves comme enseignants.

D'autres séances offertes cette année à l'institut comprenaient : une allocution d'Alan Borovoy de

l'Association canadienne des libertés civiles; un regard sur le droit de l'immigration par Barbara Jackman de Jackman & Associates; Secret de droit civil: trois leçons à la dure présentées par Lee Akazaki, Gilbertson Davis Emerson s.r.l.; Jennifer McAleer, Fasken Martineau; et Jeffrey Radnoff, cabinet juridique Radnoff; ainsi que des séances sur le droit du travail et de l'emploi

présentées par Marnie Baizley de Kuretzky, Vassos, Henderson s.r.l. et Fay Faraday de Cavalluzzo Hayes Shilton McIntyre & Cornish s.r.l.; les cinq premiers cas de 2008; et principes des sciences judiciaires.

Pour de plus amples renseignements sur les instituts estivaux du droit du ROEJ en Ontario, veuillez visiter www.OJEN.ca ou écrivez à sli@ojen.ca.

Les principes des sciences judiciaires – Mythe et réalité

Lors du dernier institut estival du droit, le ROEJ a offert une séance intitulée *Principes des sciences judiciaires* qui donnait aux enseignants et enseignantes des renseignements sur cet aspect des enquêtes et les préparait à discuter de la différence entre la réalité des enquêtes médico-légales et le portrait qu'en fait la télé.

En réponse aux commentaires des participants aux instituts précédents, le comité de planification des IED s'est tourné vers l'univers des sciences judiciaires, pour offrir des séances dans la Grande Salle d'Osgoode Hall et au palais de justice du vieil Hôtel de Ville. Les principes des sciences judiciaires étaient présentés par le sergent Edward Adach, service de police de Toronto, identification judiciaire; Robin Flumerfelt, avocat de la

Couronne; Mara Greene, avocate, Schreck & Greene; et Kimberley Johnston, centre des sciences judiciaires. Un enseignant a dit « J'ai ajouté une section sur les sciences judiciaires à ma classe de 12^e année...le matériel est très utile » et une autre a dit « (la séance sur les sciences judiciaires) était vraiment d'actualité et nous a aidés à connaître les nouvelles tendances – dans ce qui fascine nos élèves! »

La coprésentatrice de cette séance, Kimberley Johnston, chef de section du développement organisationnel du Centre des sciences judiciaires a jeté une lumière sur l'idée que les jeunes se font de cette activité professionnelle à partir de la présentation romancée des médias : « *Le vrai monde des sciences judiciaires n'est pas comme celui qu'on nous montre à la télé* ». Elle poursuit,

Juges et avocats invitent les filles du palier secondaire à envisager une carrière en droit

Le 16 octobre 2008, plus de 100 jeunes filles de toute la province ont pris part à un programme d'éducation juridique mis sur pied par le Réseau ontarien d'éducation juridique, le programme LAWS de l'Université de Toronto et le Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes (FAEJ).

Les jeunes femmes étaient invitées à participer au petit déjeuner annuel des personnes de la FAEJ et à écouter la conférence de l'honorable Louise Arbour. Cabinets, syndicats et autres organismes visant l'équité ont donné à chaque élève une place à leur table. Après le petit déjeuner, elles ont eu la chance unique de rencontrer de façon informelle Mme Arbour pour lui poser des questions.

Le reste de la journée, organisée par le ROEJ, elles ont eu droit à une visite d'Osgoode Hall, à une séance de questions et de réponses avec des juges de la Cour d'appel et à des ateliers sur l'impact que les femmes ont eu grâce à la représentation en justice, présentés par le Barreau du Haut-Canada. Les jeunes filles ont ensuite visité la faculté de droit de l'Université de Toronto et ont rencontré des étudiants et étudiantes de droit pour discuter de cas visant la recherche d'égalité, ainsi que de leur expérience à l'école de droit pendant le déjeuner offert par le programme LAWS, le programme de prise de contact de la faculté de droit avec les écoles secondaires.

Les filles ont fait un dernier arrêt à un des nombreux cabinets où des bénévoles leur ont fait visiter leurs bureaux et où elles ont pu observer le quotidien du travail dans un cabinet juridique.

La journée entière a souligné le potentiel d'une carrière en droit pour promouvoir l'égalité et le changement social. *« Merci beaucoup pour cette occasion formidable. J'ai*

tant appris et j'ai enfin compris ce que je veux faire après le secondaire », a dit une des élèves participantes. Ces jeunes femmes ont non seulement eu la chance de rencontrer certains des juristes les plus éminents du Canada, mais ont pu également envisager le droit comme un outil pour renforcer notre démocratie et lutter contre l'iniquité.

Les cabinets suivants ont reçu les jeunes filles pendant la journée :

Blake, Cassels and Graydon s.r.l.
Borden Ladner Gervais s.r.l.
Cavalluzzo Hayes Shilton McIntyre & Cornish s.r.l.
Fasken Martineau
Fraser Milner Casgrain s.r.l.
Gowlings Lefleur Henderson s.r.l.
McLean & Kerr s.r.l.
Osler Hoskin & Harcourt s.r.l.
Sack Goldblatt Mitchell s.r.l.
Stikeman Elliott s.r.l.
Torkin Manes, *avocats*



« Une carrière dans les sciences judiciaires n'est pas prestigieuse et éclatante. C'est un dur travail et on est souvent en contact avec du matériel déplaisant, ajoute Johnston. Il faut trouver la bonne réponse, fournir des renseignements précis au tribunal et demeurer impartial. »

Parmi les autres sujets couverts durant le séminaire, on retrouvait les témoignages d'experts, le rôle des sciences judiciaires dans les enquêtes et dans les tribunaux, le mythe et la réalité, et une expérience de procès simulé.

Après avoir entendu diverses perspectives sur les sciences judiciaires, les enseignants ont assisté à l'application de cette expertise dans la salle d'audience alors que le sergent Adach a été interrogé et contre-interrogé sur son analyse des empreintes trouvées sur le lieu d'un crime. La juge Lauren Marshall présidait la séance au vieil Hôtel de Ville et a discuté avec les

participants de la perspective judiciaire de la preuve médico-légale.

Norm Innocente, un enseignant de droit à l'école secondaire catholique de Windsor S.J. Brennan, a assisté à la séance sur les principes des sciences judiciaires. Lorsqu'on lui a demandé dans quelle mesure un tel séminaire peut aider les enseignants, M. Innocente a répondu, *« Je crois que s'instruire sur les sciences judiciaires peut aider tous les enseignants de droit des écoles secondaires. Ce ne sont pas seulement nos élèves qui [bénéficieront de l'apprentissage] des techniques d'enquête policière, mais nous aussi. »*

Pour de plus amples renseignements sur les instituts estivaux du droit et le matériel du cours sur les principes des sciences judiciaires, visitez www.OJEN.ca ou écrivez à info@ojen.ca.

Portrait des partenaires du Réseau

Institute for Catholic Education

L'Institute for Catholic Education de l'Ontario

L'Institute for Catholic Education (ICE) de l'Ontario réunit et aide des organismes qui partagent la responsabilité de l'enseignement catholique de langue anglaise. L'ICE organise des réunions périodiques de représentants de tous les secteurs de la communauté enseignante catholique pour explorer les enjeux contemporains de l'enseignement catholique.

L'ICE défend une vision commune des enjeux et des politiques de façon à encourager et à protéger l'enseignement catholique et à préserver la contribution historique à l'enseignement catholique faite par des hommes et des femmes des communautés religieuses. Sur demande, l'ICE rencontre les autres églises ou d'autres groupes religieux en Ontario pour discuter de leurs points de vue et de leurs positions sur l'enseignement religieux.

Dans le cadre de son mandat, l'ICE livre des programmes préparatoires à l'enseignement et en cours d'emploi et travaille avec toutes les organisations qui offrent des occasions de perfectionnement aux personnes qui occupent des postes de leadership au sein du système pédagogique catholique de l'Ontario, ou qui y aspirent.

Voici des exemples de publications récentes développées par l'ICE : AIDS: A Catholic Educational Approach to HIV; Our Catholic Schools: A Discussion on Ontario's Catholic Schools and Their Future; Ontario Catholic Education, Religious Education Curriculum Policy Document; et Educating the Soul – Writing Curriculum for Catholic Secondary Schools.

L'Institute for Catholic Education de l'Ontario est membre du réseau du ROEJ. Pour de plus amples renseignements sur l'ICE, visitez son site web au www.occb.on.ca/ice.

La Société des plaideurs

La Société des plaideurs a été créée le 20 novembre 1963 pour servir de lieu de réunions, de discussions et de confrérie d'avocats plaideurs et pour appuyer les besoins particuliers et les intérêts des avocats. La Société est devenue depuis une association diverse comptant plus de 3 600 membres professionnels accomplis, reconnue dans toute la profession juridique pour ses réussites en formation de plaideurs et en réforme du droit.



Le mandat de la Société des plaideurs vise à promouvoir l'excellence de la représentation en justice et tient compte des objectifs principaux qui définissent son rôle et ses activités : se faire la voix des plaideurs en Ontario; promouvoir des normes de pratique éthiques et professionnelles; élargir les rôles de leadership en enseignant la plaidoirie; protéger l'indépendance du barreau et de la magistrature et encourager la collaboration parmi les membres.

Le prix Arleen Goss de la Société des plaideurs pour les jeunes plaideurs, décerné en reconnaissance des habiletés de plaidoirie d'une personne qui se soucie de l'avancement de la justice sociale et qui y contribue, doublé d'un engagement actif envers sa communauté, a été remis à Joe Di Luca, un bénévole du ROEJ et membre très actif de plusieurs comités du ROEJ, en juin 2007. La contribution précieuse de Joe au ROEJ se mesure par son travail dévoué au profit des activités de procès simulés, par son aide avec les projets liés au ROEJ et par son rôle clé dans le recrutement de nouveaux avocats bénévoles durant toutes ces années, et justifie entièrement sa mise en candidature pour ce prix.

Dans le cadre de ses diverses initiatives, la Société des plaideurs a aidé à protéger les droits à l'éducation publique des enfants et des jeunes de familles à faible revenu dans tout l'Ontario grâce au projet de défense des droits des enfants (Child Advocacy Project (CAP)). CAP est un service juridique offert par des bénévoles en partenariat avec Pro Bono Law Ontario, la Société des plaideurs et Justice for Children and Youth (JFCY). Les bénévoles fournissent des conseils juridiques, des interventions verbales et écrites auprès des administrateurs scolaires, et des services de représentation lors d'audiences pour les enfants et les jeunes à qui l'école refuse les droits légaux.

La Société des plaideurs est membre du réseau du ROEJ. Pour de plus amples renseignements, visitez le www.advocates.ca.

Babillard de Salle d'audience et salle de classe

Le ROEJ compte 3 nouvelles employées : **Jessica Reekie**, chargée de projets, **Enisoné Kadiri**, coordonnatrice de projets J.E.T., et **Stephanie Nilausen**, chargée de projets adjointe.

Le ROEJ souhaite bonne chance à Julie Kon Kam King, son ancienne chargée de projets, partie travailler pour Éducaloi à Montréal.

Le site Web du ROEJ compte de nouvelles ressources (www.ojen.ca) : **Les « cinq premiers »**, *sommaires d'arrêts et questions de discussion pertinentes pour la classe choisies par le juge Juriansz*, **le critère dans Oakes**, *du matériel d'activité en classe*; de **nouveaux arrêts faisant autorité** sur *Hill c. Hamilton-Wentworth Police, Irwin Toy Ltd. c. Québec, Law c. Canada, R. c. A.M., R. c. Brown, R. c. Drybones, R. c. Keegstra, R. c. Latimer, et l'enquête sur Ipperwash*, **Équité procédurale** – *élaborée avec l'aide des auxiliaires juridiques de la Cour d'appel de l'Ontario*, **La justice et les médias** – une ressource du curriculum; de **nouveaux scénarios de procès simulés** pour *activités non compétitives, compétitives et démonstratives. Parmi celles-ci : R. c. Wai, R. c. Tisi, R. c. Wilson*; et la ressource du ROEJ sur **le droit du travail et de l'emploi**.

Le ROEJ grandit ! Visitez notre nouvelle page d'**activités** sur notre site Web. Envoyez vos activités, vos demandes de copies, vos changements d'adresse, vos soumissions et vos commentaires sur *Salle d'audience et salle de classe* à info@ojen.ca.

Survol des récents événements et des activités à venir

Le deuxième **symposium annuel** du ROEJ sur **l'éducation juridique** aura lieu les **14 et 15 mai** à Toronto. Pour vous inscrire, visitez le www.ojen.ca ou appelez au (416) 947-5273.

Le **Congrès annuel de l'Association canadienne pour l'étude pratique de la loi dans le système éducatif** (ACEPLSE) aura lieu du **26 au 28 avril** à l'hôtel Royal York de Toronto. Visitez le site www.capsle.com pour plus de détails.

Le **Congrès printanier de l'Ontario Business Educators' Association** aura lieu à Toronto, les **23 et 24 avril**. Visitez le site www.obea.on.ca pour les détails.

Célébrez la **Journée du droit 2009** du **14 au 17 avril**. Visitez www.oba.org pour les détails.

Le **Forum annuel printanier des jeunes leaders du Canadian Centre for Diversity** aura lieu le **7 avril**. Les enseignants intéressés peuvent visiter le site www.centrefordiversity.ca pour plus de détails.

Le **Défi de la Charte** du ROEJ aura lieu du **27 mars au 4 mai**. Inscrivez-vous avant le 18 mars sur le site Web du ROEJ.

Le **tournoi de procès simulés de Sudbury** a eu lieu le 12 janvier. D'autres tournois à venir comprennent : le **7^e tournoi annuel de procès simulés « Let Justice Prevail »** et le **tournoi de procès simulés pour la coupe des juges de la région de York**, et les tournois de procès simulés annuels à **Halton, Hamilton, Kitchener/Waterloo, Sarnia, Simcoe-Muskoka, Thunder Bay, Oshawa et Toronto**.

Parmi les **activités d'éducation publique** de printemps et d'été du **Barreau du Haut-Canada**, se trouvent le **mois de l'histoire des Noirs**, le 5 février, la **Journée internationale de la femme**, le 2 mars, la **Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale**, le 19 mars, la **Journée commémorative nationale de l'holocauste**, le 21 avril, le **mois du patrimoine sud-asiatique**, le 5 mai, **l'intégration des personnes handicapées**, le 25 mai, la **Journée nationale des Autochtones**, le 11 juin, et une activité pour la **semaine de la fierté gaie**, le 25 juin. Les élèves sont les bienvenus. Pour d'autres renseignements, contactez Rudy Ticzon, conseiller politique et communautaire du BHC à rticzon@lsuc.on.ca.

Liens intéressants

Law Courts Education Society of B.C.
www.lces.ca

Depuis 1989, la Law Courts Education Society of B.C. (LCES) s'emploie à améliorer l'accès à l'appareil judiciaire par le biais de programmes de formation pratique, ciblés et bilatéraux entre le public et les personnes qui travaillent en justice.

Leurs programmes et leurs services éducatifs sont conçus pour aider les communautés à mieux comprendre comment notre appareil judiciaire fonctionne et leur rôle dans celui-ci. Une des ressources en ligne offertes par la LCES, le *YCJA Legal Rights 4U*, a été créée pour aider les jeunes à mieux comprendre la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Cette ressource, qui contient divers outils d'apprentissage, offre une visite interactive d'un tribunal; un glossaire de termes; des textes et des articles combinés avec des jeux-concours et des faits, des questionnaires et des sujets pour la discussion en classe; une page de discussion en ligne et une bibliothèque divisée en 4 sections – textes législatifs, publications, multimédia et sites Web.

En tant qu'organisme sans but lucratif bénéficiant d'un appui financier et bénévole continu de la part des secteurs public et privé, la LCES est à même d'offrir une sélection unique et exhaustive de services pédagogiques reliés à la justice et de travailler efficacement à la création d'un appareil judiciaire accessible à tous et à toutes.

Prepcour
www.courtprep.ca

Ce site interactif a été conçu et développé par des jeunes pour des jeunes qui se préparent à témoigner en cour. Circulant en ligne dans tout le processus judiciaire, depuis le service de sécurité jusqu'à la visite d'une salle d'audience, les jeunes ont l'occasion d'en apprendre sur les rôles potentiels qu'ils pourront tenir. Qu'il s'agisse de témoigner ou de rapporter un crime, Prepcour offre une variété de scénarios, de jeux et de termes dans un site interactif amusant et facile à utiliser.

Courtprep.ca a pu être réalisé grâce au partenariat du Centre de soin des victimes de violences sexuelles, de l'hôpital de Scarborough et du Centre contre la violence à l'égard des enfants de Toronto.

Salle d'audience et salle de classe est aussi disponible sur www.ojen.ca.

Courtrooms & Classrooms is also available in English.



Mission :

Le ROEJ a pour mission de promouvoir la compréhension, l'éducation et le dialogue afin de soutenir un système de justice efficace et ouvert.

Objectifs :

1. Aider le public à mieux connaître le système de justice et les défis auxquels il fait face.
2. Défendre et encourager les valeurs d'un système de justice public, transparent et accessible par l'intermédiaire de la recherche et de l'éducation.
3. Encourager le dialogue entre le public et les membres du système de justice.
4. Élaborer et coordonner des programmes de vulgarisation et d'éducation juridiques et les offrir aux élèves et au reste de la population.

Réseau

Le Réseau est un forum de collaboration qui sert à communiquer et à faciliter les liens entre les participants au système de justice, les éducateurs, les représentants communautaires et d'autres qui ont un intérêt dans les activités d'éducation juridique publique. Le Réseau joue un rôle consultatif auprès du Conseil du ROEJ et de sa directrice générale. Les participants comprennent :

- Le juge en chef de l'Ontario (*président*) – *L'hon. Warren K. Winkler*
La juge en chef de la Cour supérieure de justice – *L'hon. Heather Forster Smith*
La juge en chef de la Cour de justice de l'Ontario – *L'hon. Annemarie E. Bonkalo*
Le ministre de la Justice et Procureur général du Canada – *représenté par Mireille Provost*
Le sous-procureur général de l'Ontario – *Murray Segal*
Le sous-ministre de l'Éducation – *Ben Levin*
Le président de la Fondation du droit de l'Ontario – *Mark Sandler*
Le trésorier du Barreau du Haut-Canada – *W.A. Derry Millar*
Le président de la Société des plaideurs – *Peter J.E. Cronyn*
Le président de l'Association des bâtonniers de comtés et districts – *représenté par Patricia Meehan*
Le président de l'Association du barreau de l'Ontario – *Jamie K. Trimble*
L'ombudsman de l'Ontario – *André Marin*
Le président d'Aide juridique Ontario – *John McCamus*
Le président de l'Ontario History & Social Science Teachers' Association – *représenté par Allan Hux*
La directrice générale de Community Legal Education Ontario – *Julie Mathews*
La directrice de l'éducation du fidéicommissaire canadien d'éducation en libertés civiles – *Danielle McLaughlin*
Le directeur général de l'Association des cliniques juridiques communautaires de l'Ontario – *Lenny Abramowicz*
L'Institute for Catholic Education – *représenté par Angelo Bolotta*
La présidente de l'Ontario Principals' Council – *Laura Hodgins*
La directrice générale de l'Ontario Federation of Indian Friendship Centres – *Sylvia Maracle*
Le ESL/ELD Resource Group of Ontario – *représenté par Neil McGrath*
Le Conseil des doyens et doyennes des facultés de droit de l'Ontario – *représenté par Patrick Monahan*
La directrice générale de l'Ontario Council of Agencies Serving Immigrants – *Debbie Douglas*
Le président de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario – *Sean McGee*
L'Ontario Business Educators' Association – *représentée par Agi Mete*

Conseil d'administration

- L'hon. Fran Kiteley, *Cour supérieure de justice (présidente)*
L'hon. Nancy Kastner, *Cour de justice de l'Ontario*
L'hon. Gloria Epstein, *Cour d'appel de l'Ontario*
Ann Merritt, *sous-ministre adjointe, division des services aux tribunaux, ministère du Procureur général*
Ginette Plourde, *directrice, direction des programmes et politiques de l'éducation en langue française, ministère de l'Éducation*
Lorne Sossin, *administrateur, Fondation du droit de l'Ontario*
Allan Hux, *Ontario History & Social Science Teachers' Association*
Patricia Hatt, *conseil d'administration, Community Legal Education Ontario*
Sherry Cameron-Stobie, *Aide juridique Ontario*
Janet Minor, *conseillère, Barreau du Haut-Canada*
Angelo Bolotta, *membre, directeur, Cardinal Carter Academy for the Arts*
Renée Lapointe, *membre*



La Fondation du droit de l'Ontario
Des fondations plus solides pour la justice en Ontario

Le ROEJ est financé par des subventions de la Fondation du droit de l'Ontario et du Youth Challenge Fund
Numéro de don de charité : 85548 9134 RR0001



En cas de non-livraison à une adresse canadienne, retourner à :

Osgoode Hall, 130, rue Queen Ouest
Toronto (Ontario) M5H 2N6
Tél : 416-947-5273 Téléc. : 416-947-5248
info@ojen.ca www.ojen.ca

N° de la convention de poste-publications : 40907017